

Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Besançon

Inscrits à France Travail				
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets				
Besançon				
	T2 2025	Part	Evol. par rapport au T1 2025 T2 2024	
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	9 930	100 %	-9,5	+8,6
<25 ans	1 740	18 %	-17,9	+19,2
25-49 ans	5 770	58 %	-8,6	+5,9
50 ans et +	2 420	24 %	-4,7	+8,5
Hommes	5 460	55 %	-7,9	+10,3
Femmes	4 470	45 %	-11,3	+6,7
Catégories ABC (données cvs-cjo)	18 210	100 %	-3,7	+3,8
<25 ans	2 750	15 %	-8,9	+11,8
25-49 ans	10 980	60 %	-2,9	+2,2
50 ans et +	4 480	25 %	-2,0	+3,0
Hommes	9 380	52 %	-2,8	+4,9
Femmes	8 830	48 %	-4,6	+2,6
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	7 900	43 %	+0,5	+4,2
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	1 370		-3,5	+0,7
Catégorie E (données cvs-cjo)	900		-3,2	-3,2
Catégorie F (données brutes)	960		/	/
Catégorie G (données brutes)	2 830		/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 2e trimestre 2025

9 930 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre diminue de 9,5 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une baisse de 3,7 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 15 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre baisse de 8,9 % par rapport au trimestre précédent.

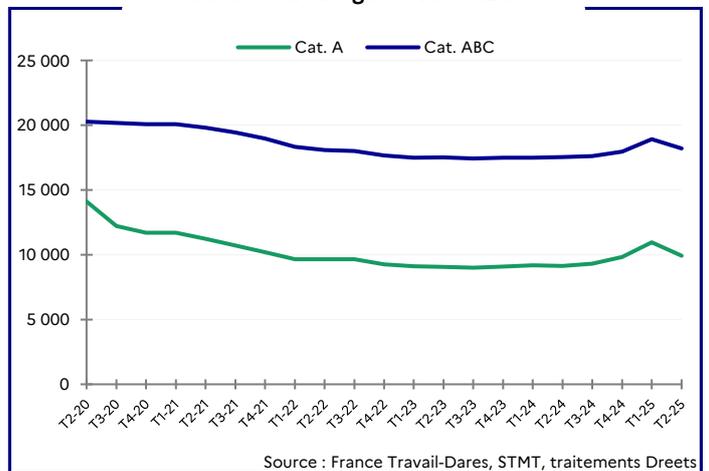
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 60 % du total. Leur nombre baisse de 2,9 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 25 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre baisse de 2,0 % par rapport au trimestre précédent.

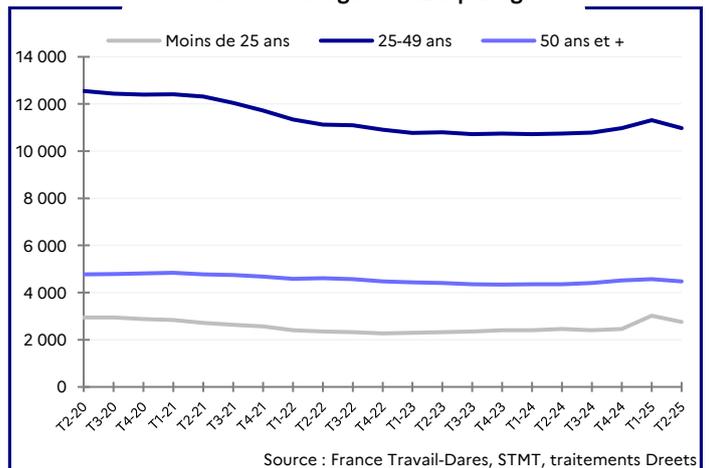
Les DELD forment 43 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 0,5 % par rapport au trimestre précédent.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 960 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 2 830 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Besançon

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA)

	Besançon		
	T2 2025	Cumul 2025	Evol. (en %) cumul 25/cumul 24
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	14	45	-52,1
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	218	447	+34,6
CEJ	208	481	-10,9
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 1T2025)	163	163	-8,1

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T1 2025	T1 2024	T1 2023
	Besançon	2 550	2 950
Equivalent emplois à temps plein			
dont Agriculture	10	10	10
Industrie	1 170	1 410	1 560
Construction	340	320	360
Commerce	330	350	330
Services	700	860	950

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Métallurgie et fab. de produits métalliques	380
Construction	340
Commerce, réparation automobile	330
Act. de serv. adm. et de soutien	250
Transports et entreposage	230

Guide de lecture :

Au 1er trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 2 550 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 1 170 emplois (ETP), représentant environ 46 % du total. Ce nombre diminue de 17 % en un an. Le secteur des services suit avec 700 emplois (ETP), soit environ 27 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur baisse de 19 % sur un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements (environ 380 ETP), construction (environ 340 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source : DGEFP, données provisoires au 24/07/2025

	T1 2025	T1 2024
	Besançon	508
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	13	9
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	508	279
Heures indemnisées	50 898	21 223
Taux de consommation	21,6	13,9

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

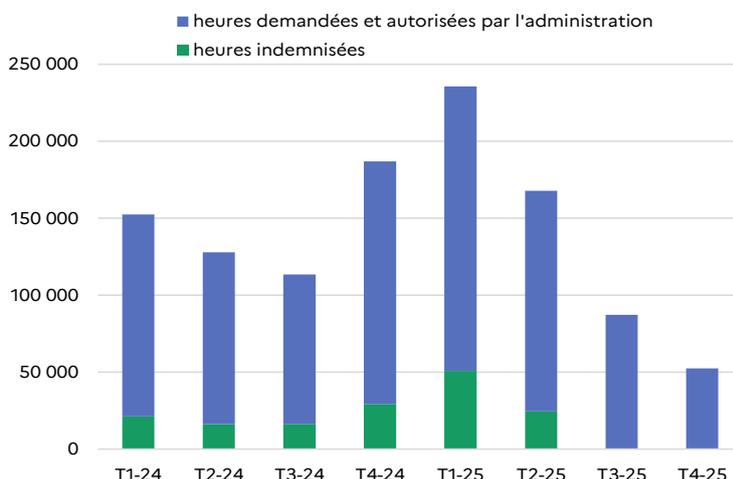
Guide de lecture :

Au 1er trimestre 2025, en moyenne :

13 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 508 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 50 898 heures. Les établissements ont consommé 21,6 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires



Besançon

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

	T1 2025	T1 2024
Besançon	20 287	21 306
Embauches		
Contrats signés		
dont		
CDD	16 770	17 068
CDI	3 517	4 238
Evol. CDD	-1,7 %	+3,4 %
Evol. CDI	-17,0 %	-1,1 %
Départs	20 223	20 663
Fins de CDD	15 936	16 251
dont CDD <1 mois	90 %	89 %
Ruptures de contrat	4 287	4 412
démissions	1 691	1 930
lic. économiques	148	56
fins période d'essai	842	884
retraite	311	248
rupture conventionnelle	432	405
lic. non économiques	700	757
autres	163	132

Guide de lecture :

Au 1er trimestre 2025

- Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
20 287 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 1019 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 17 % des recrutements contre 20 % à la même période en 2024.
- Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
15 936 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 90 % duraient moins d'un mois (89 % il y a un an à la même période).
- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
4 287 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 125 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 39 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 7 % des ruptures, les licenciements économiques 10 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
5 803	5 594
Part des jeunes dans les embauches : 29 %	Part des jeunes dans les départs : 28 %
Part CDI : 18 %	Part CDD <1 mois : 87 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
4 415	4 773
Part des seniors dans les embauches : 22 %	Part des seniors dans les départs : 24 %
Part CDI : 6 %	Part CDD <1 mois : 93 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Ils représentent 29 % des embauches et 28 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 18 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 87 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

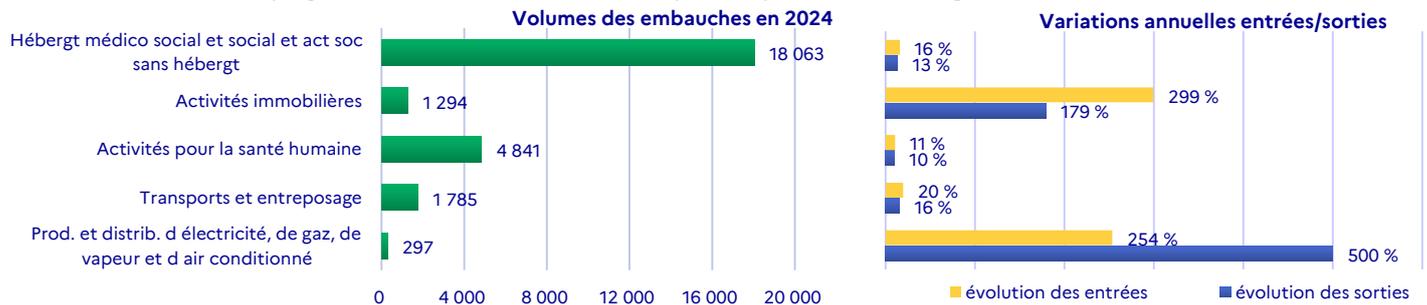
Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?
Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 15,9 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 13,4 %.



Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?
La famille de métiers "aides à domicile et aides ménagères" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 42,6 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 27,6 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Besançon

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2016	2022	Evol. 2022/2016	
			En valeur	En %
Besançon	249 211	254 489	+5 278	+2,1
Doubs	538 549	548 662	+10 113	+1,9
Région BFC	2 818 338	2 803 977	-14 361	-0,5

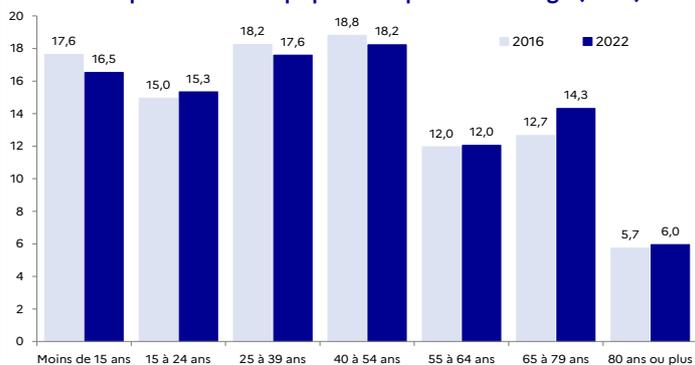
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

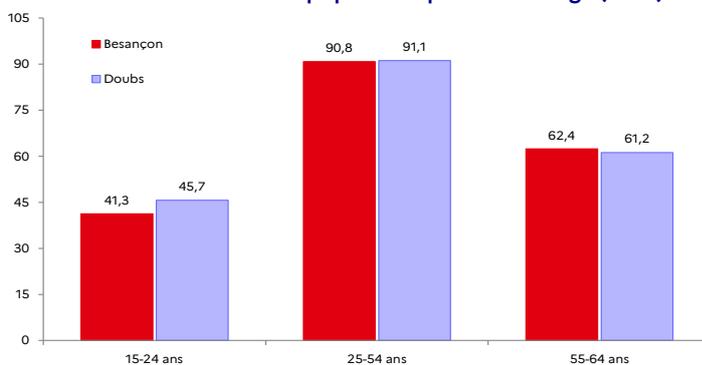
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016
Besançon	114 581	118 037	+3,0	56 534	58 320	+3,2	100 246	105 555	+5,3
Doubs	252 096	257 638	+2,2	120 437	123 282	+2,4	220 427	230 293	+4,5
Région BFC	1 271 663	1 262 620	-0,7	612 424	609 041	-0,6	1 109 159	1 130 545	+1,9

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2024

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Besançon	5 351	16 394	1 295	26 150	230	21 791	18	7 512	6 894	71 847
Doubs	10 232	31 679	2 382	46 947	434	41 782	37	18 702	13 085	139 109
Région BFC	54 528	163 930	11 566	232 376	2 082	199 387	201	90 414	68 377	686 106

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2024	2023	Evol. (en %)	2024 (en %)	2023 (en %)
Commerce, réparation automobile	11 604	11 778	-1,5	16,2	16,4
Hébergement médico social et social et act soc sans hébergement	7 316	7 150	+2,3	10,2	9,9
Transports et entreposage	5 002	4 993	+0,2	7,0	6,9
Métallurgie et fab. de produits métalliques	4 854	4 862	-0,2	6,8	6,8
Construction	4 819	4 862	-0,9	6,7	6,8
Activités juridiques, comptables	3 792	3 763	+0,8	5,3	5,2
Act. de serv. adm. et de soutien	3 724	3 822	-2,6	5,2	5,3
Hébergement et restauration	3 708	3 590	+3,3	5,2	5,0
Activ. financières et d assurance	2 420	2 381	+1,6	3,4	3,3
Autres activités de services	2 279	2 255	+1,1	3,2	3,1
Activités pour la santé humaine	2 143	2 152	-0,4	3,0	3,0
Ind. agro-alimentaires	2 138	2 066	+3,5	3,0	2,9
Toutes activités	71 847	71 867	-0,0	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Montbéliard

Inscrits à France Travail				
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets				
	Montbéliard			
	T2 2025	Part	Evol. par rapport au T1 2025 T2 2024	
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	9 720	100 %	-6,2	+16,0
<25 ans	1 580	16 %	-16,4	+30,6
25-49 ans	5 590	58 %	-4,9	+13,4
50 ans et +	2 550	26 %	-1,5	+14,3
Hommes	5 370	55 %	-5,8	+17,0
Femmes	4 350	45 %	-6,5	+14,8
Catégories ABC (données cvs-cjo)	16 390	100 %	-2,1	+10,2
<25 ans	2 440	15 %	-9,0	+21,4
25-49 ans	9 590	59 %	-1,1	+7,9
50 ans et +	4 360	27 %	+0,0	+10,1
Hommes	8 660	53 %	-1,9	+11,7
Femmes	7 730	47 %	-2,4	+8,6
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	7 510	46 %	+3,0	+10,0
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	870		+4,8	+3,6
Catégorie E (données cvs-cjo)	940		+2,2	+0,0
Catégorie F (données brutes)	710		/	/
Catégorie G (données brutes)	2 300		/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 2e trimestre 2025

9 720 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre diminue de 6,2 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une baisse de 2,1 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 15 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre baisse de 9,0 % par rapport au trimestre précédent.

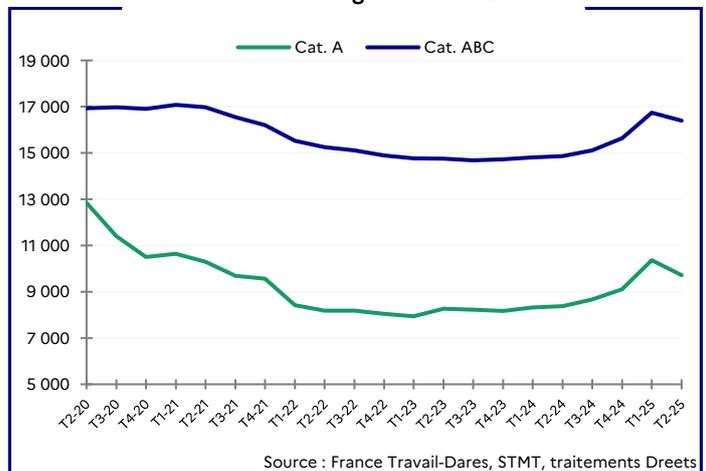
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 59 % du total. Leur nombre baisse de 1,1 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 27 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre est stable sur un trimestre.

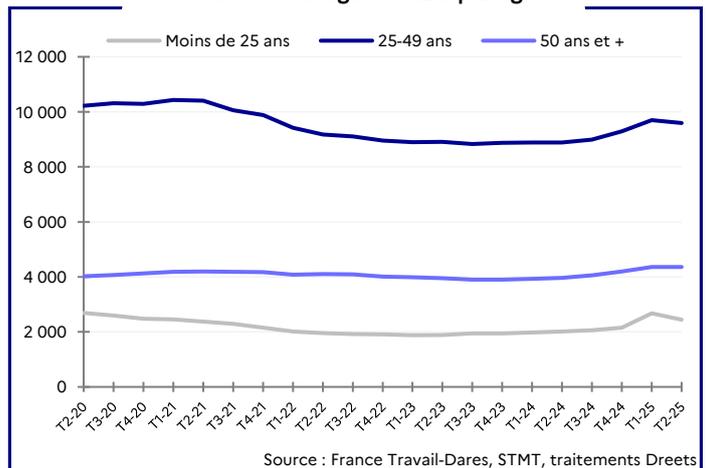
Les DELD forment 46 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 3,0 % par rapport au trimestre précédent.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 710 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 2 300 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Montbéliard

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA)

	Montbéliard		
	T2 2025	Cumul 2025	Evol. (en %) cumul 25/cumul 24
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	9	37	-21,3
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	174	378	-6,7
CEJ	165	409	-6,0
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 1T2025)	54	54	-8,5

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T1 2025	T1 2024	T1 2023
Montbéliard			
Equivalent emplois à temps plein	2 860	2 940	3 910
dont			
Agriculture	0	0	0
Industrie	2 020	1 970	2 850
Construction	160	130	160
Commerce	110	100	120
Services	570	740	780

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Fab. de matériels de transport	1 500
Act. de serv. adm. et de soutien	330
Métallurgie et fab. de produits métalliques	300
Construction	160
Commerce, réparation automobile	110

Guide de lecture :

Au 1er trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 2 860 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 2 020 emplois (ETP), représentant environ 71 % du total. Ce nombre augmente de 3 % en un an. Le secteur des services suit avec 570 emplois (ETP), soit environ 20 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur baisse de 23 % sur un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : fabrication de matériels de transport (environ 1500 ETP), activités de services administratifs et de soutien (environ 330 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 24/07/2025

	T1 2025	T1 2024
Montbéliard		
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	17	17
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	1 037	4 737
Heures indemnisées	97 636	378 879
Taux de consommation	8,6	36,7

Au 1er trimestre 2025, en moyenne :

17 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 1037 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 97 636 heures. Les

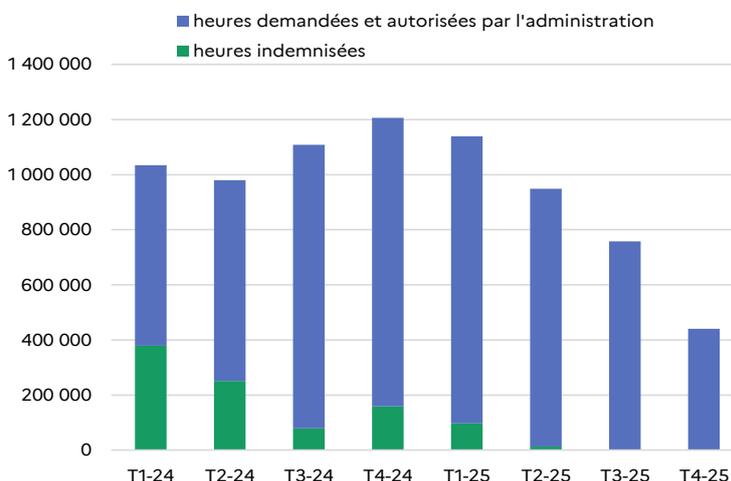
Guide de lecture :

Au 1er trimestre 2025, en moyenne :

17 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 1037 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 97 636 heures. Les établissements ont consommé 8,6 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires



Montbéliard

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

	T1 2025	T1 2024
Montbéliard	8 073	8 134
Embauches		
Contrats signés		
dont		
CDD	6 669	6 564
CDI	1 404	1 570
Evol. CDD	+1,6 %	-1,4 %
Evol. CDI	-10,6 %	-13,3 %
Départs	8 150	7 948
Fins de CDD	6 191	6 004
dont CDD <1 mois	87 %	89 %
Ruptures de contrat	1 959	1 944
démissions	669	759
lic. économiques	68	37
fins période d'essai	282	332
retraite	181	137
rupture conventionnelle	202	220
lic. non économiques	372	329
autres	185	130

Guide de lecture :

Au 1er trimestre 2025

- Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
8 073 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 61 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 17 % des recrutements contre 19 % à la même période en 2024.
- Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
6 191 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 87 % duraient moins d'un mois (89 % il y a un an à la même période).
- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
1 959 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 15 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 34 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 9 % des ruptures, les licenciements économiques 10 %.

Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
2 228	2 156
Part des jeunes dans les embauches : 28 %	Part des jeunes dans les départs : 26 %
Part CDI : 14 %	Part CDD <1 mois : 87 %

Focus sur les seniors

Embauches	Départs
1 895	2 126
Part des seniors dans les embauches : 23 %	Part des seniors dans les départs : 26 %
Part CDI : 6 %	Part CDD <1 mois : 90 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Ils représentent 28 % des embauches et 26 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 14 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 87 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

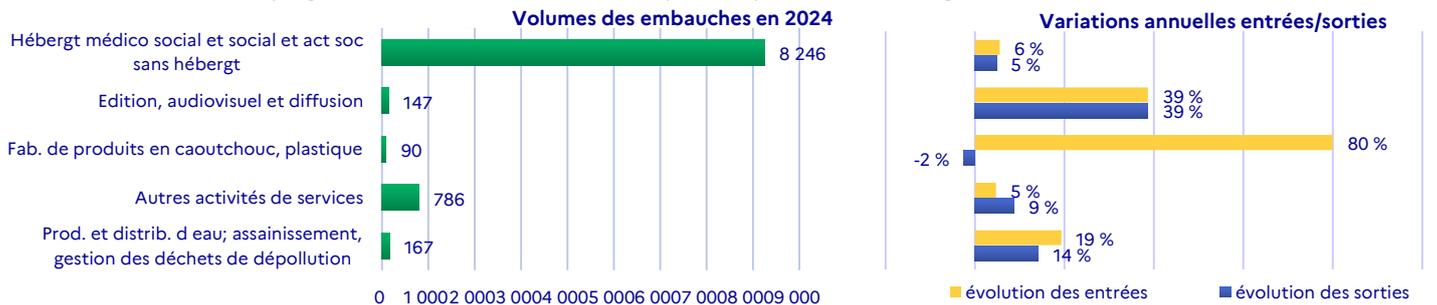
Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?
Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 5,5 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 4,8 %.



Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?
La famille de métiers "agents de gardiennage et de sécurité" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 31,2 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 33,8 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Montbéliard

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2016	2022	Evol. 2022/2016	
			En valeur	En %
Montbéliard	176 425	175 105	-1 320	-0,7
Doubs	538 549	548 662	+10 113	+1,9
Région BFC	2 818 338	2 803 977	-14 361	-0,5

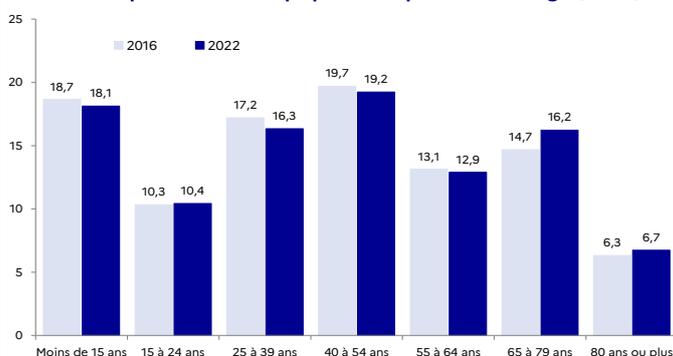
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

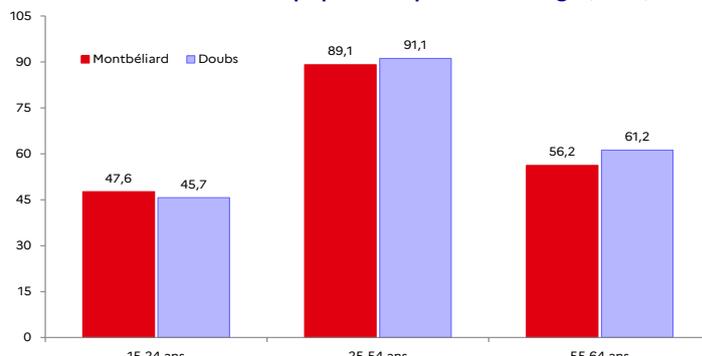
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016
Montbéliard	78 405	76 904	-1,9	36 517	35 949	-1,6	66 243	66 710	+0,7
Doubs	252 096	257 638	+2,2	120 437	123 282	+2,4	220 427	230 293	+4,5
Région BFC	1 271 663	1 262 620	-0,7	612 424	609 041	-0,6	1 109 159	1 130 545	+1,9

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2024

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Montbéliard	2 641	8 456	582	11 279	143	14 279	15	10 007	3 381	44 020
Doubs	10 232	31 679	2 382	46 947	434	41 782	37	18 702	13 085	139 109
Région BFC	54 528	163 930	11 566	232 376	2 082	199 387	201	90 414	68 377	686 106

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2024	2023	Evol. (en %)	2024 (en %)	2023 (en %)
Montbéliard					
Fab. de matériels de transport	8 948	9 404	-4,8	20,3	21,1
Commerce, réparation automobile	5 826	5 909	-1,4	13,2	13,3
Hébergmt médico social et social et act soc sans hébergmt	3 295	3 318	-0,7	7,5	7,4
Construction	2 934	3 017	-2,8	6,7	6,8
Métallurgie et fab. de produits métalliques	2 783	2 813	-1,1	6,3	6,3
Act. de serv. adm. et de soutien	2 386	2 213	+7,8	5,4	5,0
Transports et entreposage	2 194	2 252	-2,6	5,0	5,1
Activités juridiques, comptables	1 953	1 957	-0,2	4,4	4,4
Intérim	1 921	1 794	+7,1	4,4	4,0
Hébergement et restauration	1 517	1 484	+2,2	3,4	3,3
Activités pour la santé humaine	1 155	1 135	+1,8	2,6	2,5
Ind. agro-alimentaires	1 042	1 039	+0,3	2,4	2,3
Toutes activités	44 020	44 577	-1,2	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Pontarlier

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

	T2 2025	Pontarlier		
		Part	Evol. par rapport au	
			T1 2025	T2 2024
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	4 490	100 %	-5,5	+13,1
<25 ans	610	14 %	-14,1	+27,1
25-49 ans	2 740	61 %	-4,2	+15,6
50 ans et +	1 140	25 %	-3,4	+0,9
Hommes	2 330	52 %	-5,7	+13,1
Femmes	2 160	48 %	-5,3	+13,1
Catégories ABC (données cvs-cjo)	7 990	100 %	-1,1	+11,1
<25 ans	980	12 %	-6,7	+22,5
25-49 ans	4 910	61 %	-0,6	+12,6
50 ans et +	2 100	26 %	+0,5	+4,0
Hommes	3 920	49 %	-1,0	+13,6
Femmes	4 070	51 %	-1,2	+8,8
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	3 090	39 %	+3,0	+11,2
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	420		+5,0	+10,5
Catégorie E (données cvs-cjo)	670		-1,5	-1,5
Catégorie F (données brutes)	120		/	/
Catégorie G (données brutes)	420		/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 2e trimestre 2025

4 490 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre diminue de 5,5 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une baisse de 1,1 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 12 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre baisse de 6,7 % par rapport au trimestre précédent.

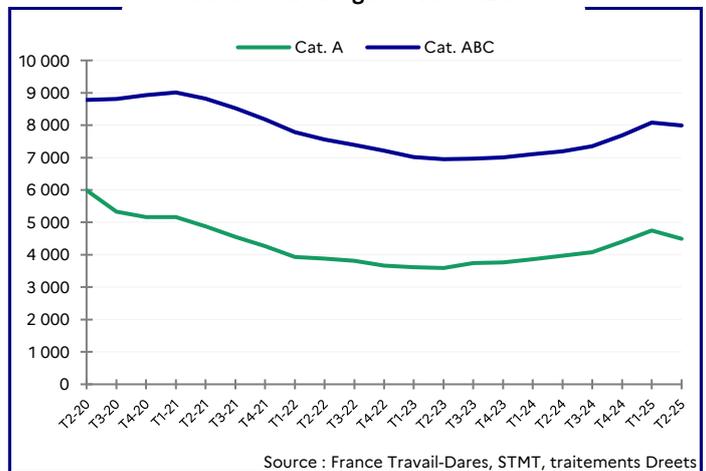
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 61 % du total. Leur nombre baisse de 0,6 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 26 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre croît de 0,5 % par rapport au trimestre précédent.

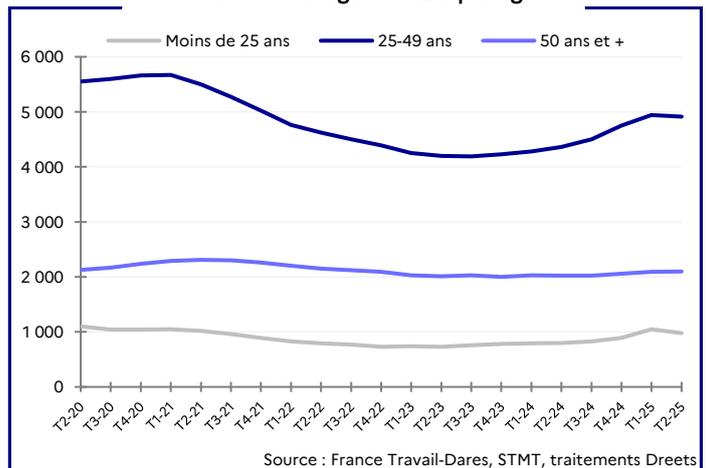
Les DELD forment 39 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 3,0 % par rapport au trimestre précédent.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 120 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 420 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Pontarlier

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA)

	Pontarlier		
	T2 2025	Cumul 2025	Evol. (en %) cumul 25/cumul 24
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	s	9	-30,8
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	66	126	-4,5
CEJ	51	133	-6,3
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 1T2025)	51	51	-3,4

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T1 2025	T1 2024	T1 2023
	Pontarlier		
Equivalent emplois à temps plein	980	960	1 100
dont			
Agriculture	0	0	0
Industrie	430	460	540
Construction	140	70	110
Commerce	200	210	190
Services	210	220	260

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Commerce, réparation automobile	200
Ind. agro-alimentaires	180
Construction	140
Act. de serv. adm. et de soutien	90
Fab. de machines et équipements	80

Guide de lecture :

Au 1er trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 980 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 430 emplois (ETP), représentant environ 44 % du total. Ce nombre diminue de 7 % en un an. Le secteur des services suit avec 210 emplois (ETP), soit environ 21 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur baisse de 5 % sur un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : commerce, réparation d'automobile et motocycles (environ 200 ETP), fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (environ 180 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 24/07/2025

	T1 2025	T1 2024
	Pontarlier	
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	s	5
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	66	355
Heures indemnisées	5 928	26 047
Taux de consommation	16,9	29,4

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

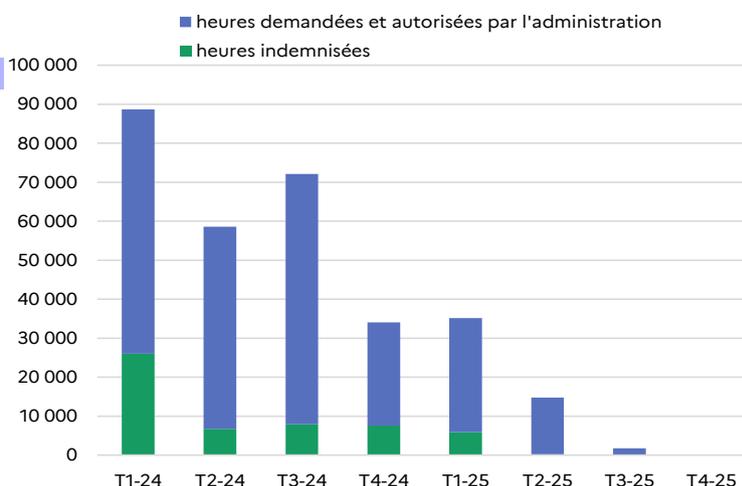
Guide de lecture :

Au 1er trimestre 2025, en moyenne :

66 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 5 928 heures. Les établissements ont consommé 16,9 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires



Pontarlier

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

	T1 2025	T1 2024
Pontarlier		
Embauches	6 613	6 174
Contrats signés		
dont		
CDD	5 265	4 764
CDI	1 348	1 410
Evol. CDD	+10,5 %	+35,2 %
Evol. CDI	-4,4 %	-7,1 %
Départs	6 529	6 466
Fins de CDD	4 919	4 862
dont CDD <1 mois	65 %	61 %
Ruptures de contrat	1 610	1 604
démissions	783	816
lic. économiques	36	19
fins période d'essai	305	306
retraite	89	74
rupture conventionnelle	115	138
lic. non économiques	214	217
autres	68	34

Guide de lecture :

Au 1er trimestre 2025

- Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
6 613 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 439 en plus par rapport à l'an dernier à la même période.
- Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 20 % des recrutements contre 23 % à la même période en 2024.
- Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
4 919 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 65 % duraient moins d'un mois (61 % il y a un an à la même période).
- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
1 610 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 6 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 49 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 6 % des ruptures, les licenciements économiques 7 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
2 198	2 206
Part des jeunes dans les embauches : 33 %	Part des jeunes dans les départs : 34 %
Part CDI : 19 %	Part CDD <1 mois : 78 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
1 462	1 536
Part des seniors dans les embauches : 22 %	Part des seniors dans les départs : 24 %
Part CDI : 6 %	Part CDD <1 mois : 59 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Ils représentent 33 % des embauches et 34 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 19 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 78 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

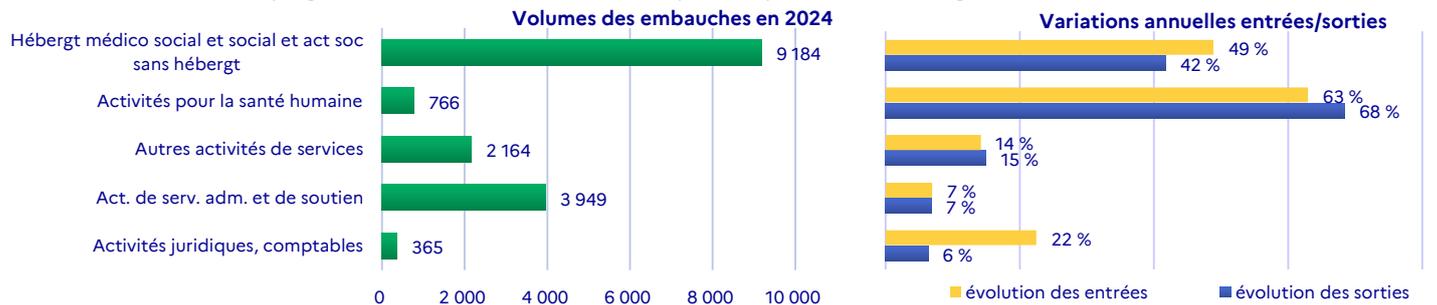
Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

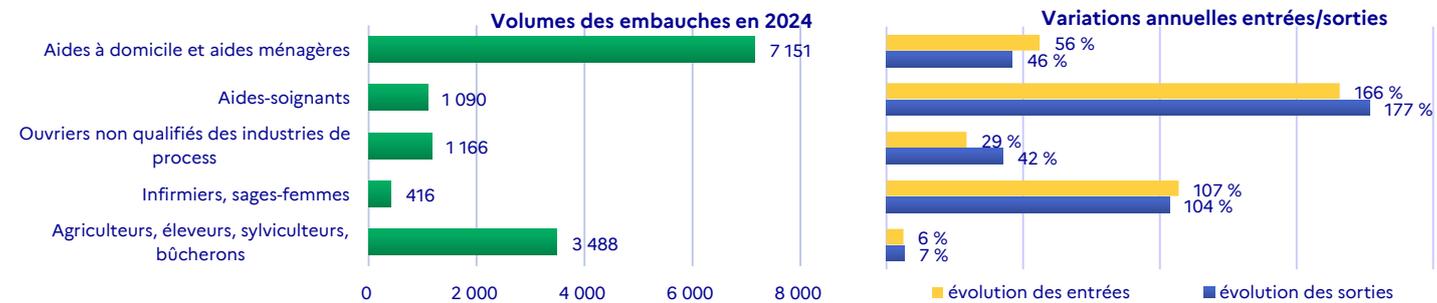
- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?
Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 48,9 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 41,7 %.



Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?
La famille de métiers "aides à domicile et aides ménagères" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 56,1 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 46 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Pontarlier

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2016	2022	Evol. 2022/2016	
			En valeur	En %
Pontarlier	112 913	119 068	+6 155	+5,5
Doubs	538 549	548 662	+10 113	+1,9
Région BFC	2 818 338	2 803 977	-14 361	-0,5

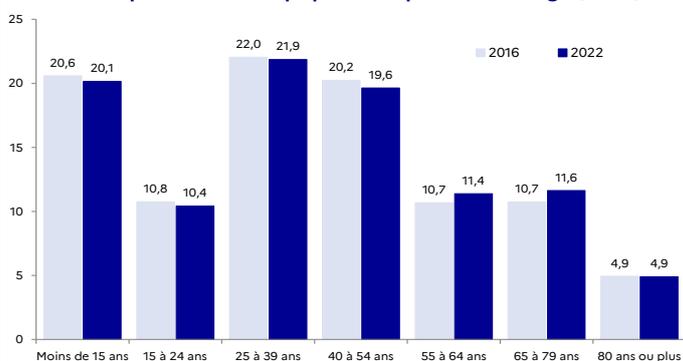
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

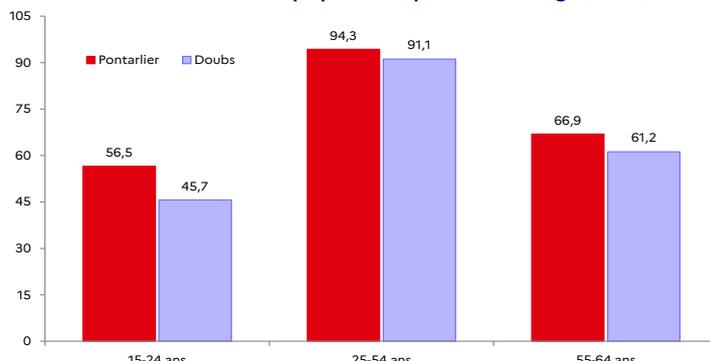
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016
Pontarlier	59 111	62 697	+6,1	27 386	29 013	+5,9	53 937	58 027	+7,6
Doubs	252 096	257 638	+2,2	120 437	123 282	+2,4	220 427	230 293	+4,5
Région BFC	1 271 663	1 262 620	-0,7	612 424	609 041	-0,6	1 109 159	1 130 545	+1,9

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2024

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Pontarlier	2 240	6 829	505	9 518	61	5 712	4	1 183	2 810	23 242
Doubs	10 232	31 679	2 382	46 947	434	41 782	37	18 702	13 085	139 109
Région BFC	54 528	163 930	11 566	232 376	2 082	199 387	201	90 414	68 377	686 106

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2024	2023	Evol. (en %)	2024 (en %)	2023 (en %)
Pontarlier					
Commerce, réparation automobile	5 405	5 224	+3,5	23,3	22,6
Construction	2 349	2 453	-4,2	10,1	10,6
Hébergement médico social et social et act soc sans hébergement	1 971	1 881	+4,8	8,5	8,1
Ind. agro-alimentaires	1 669	1 641	+1,7	7,2	7,1
Hébergement et restauration	1 648	1 583	+4,1	7,1	6,9
Transports et entreposage	1 097	1 124	-2,4	4,7	4,9
Fab. de textiles, ind. de l'habillement	938	972	-3,5	4,0	4,2
Intérim	868	839	+3,5	3,7	3,6
Activ. financières et d assurance	729	699	+4,3	3,1	3,0
Activités juridiques, comptables	701	700	+0,1	3,0	3,0
Fab. de machines et équipements	676	690	-2,0	2,9	3,0
Autres activités de services	617	633	-2,5	2,7	2,7
Toutes activités	23 242	23 086	+0,7	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Principaux indicateurs

CLPE du Doubs

	Besançon	Montbéliard	Pontarlier	Doubs	BFC
Inscrits à France Travail au 2ème Trim. 2025					
Catégorie A (données CVS-CJO)	9 930	9 720	4 490	24 140	108 240
Evol. (en %) sur 1 Trim.	-9,5	-6,2	-5,5	-7,4	-7,1
Evol. (en %) sur 1 an	+8,6	+16,0	+13,1	+12,3	+7,1
Catégories ABC (données CVS-CJO)	18 210	16 390	7 990	42 590	203 620
Evol. (en %) sur 1 Trim.	-3,7	-2,1	-1,1	-2,6	-2,7
Evol. (en %) sur 1 an	+3,8	+10,2	+11,1	+7,5	+4,0
Inscrits depuis 1 an ou plus	7 900	7 510	3 090	18 500	9 014
Catégorie D (données CVS-CJO)	1 370	870	420	2 660	12 890
Catégorie E (données CVS-CJO)	900	940	670	2 510	12 390
Catégorie F (données brutes)	960	710	120	1 770	7 604
Catégorie G (données brutes)	2 830	2 300	420	5 530	25 965
Entrées dans les dispositifs au 2ème Trim. 2025					
PEC	14	15	15	27	150
Cumul 2025	45	37	9	91	470
PACEA	218	174	66	458	2 467
Cumul 2025	447	378	126	951	5 005
CEJ	208	165	51	424	2 157
Cumul 2025	481	409	133	1 023	5 600
Apprentissage (secteur privé) au 1T2025	163	54	51	270	1 383
Cumul 2025	163	54	51	270	1 383
Recours à l'intérim au 1er Trim. 2025					
Equivalent emplois à temps plein	2 550	2 860	980	6 390	29 610
Evol. (en %) sur 1 an	-13,6	-2,7	+2,1	-6,7	-4,7
Recours à l'activité partielle au 1er Trim. 2025					
Heures indemnisées	50 898	97 636	5 928	154 462	297 451
Evol. (en nbre) sur 1 an	+29 675	-281 243	-20 119	-271 687	-395 927
Embauches et départs au 1er Trim. 2025					
Embauches	20 287	8 073	6 613	34 973	165 698
Evol. (en %) sur 1 an	-4,8	-0,7	+7,1	-1,8	-0,1
Départs	20 223	8 150	6 529	34 902	165 104
Evol. (en %) sur 1 an	-2,1	+2,5	+1,0	-0,5	+2,4
Démographie - Population active (RP 2022)					
Population totale	254 489	175 105	119 068	548 662	2 803 977
Evol. 2022/2016	+2,1	-0,7	+5,5	+1,9	-0,5
Actifs de 15 à 64 ans	118 037	76 904	62 697	257 638	1 262 620
Evol. 2022/2016	+3,0	-1,9	+6,1	+2,2	-0,7
Actifs en emploi de 15 à 64 ans	105 555	66 710	58 027	230 293	1 130 545
Evol. 2022/2016	+5,3	+0,7	+7,6	+4,5	+1,9
Structure de l'emploi salarié total fin 2023					
Source : Insee-Flores					
Nombre de salariés	110 531	53 152	32 541	196 224	970 781
Part (en %) dans :					
Agriculture	0,9	0,5	1,8	1,0	1,9
Secteur public	33,5	16,9	18,1	26,5	25,9
Secteur privé (hors agriculture) :	65,6	82,5	80,0	72,6	72,3
Industrie	14,0	31,9	20,8	11,4	17,4
Construction	4,3	5,5	7,4	5,1	5,6
Commerce	10,9	11,1	16,5	11,9	13,3
Services marchands	25,3	23,5	20,3	32,6	24,7
Services non marchands	11,2	10,6	15,1	11,7	11,2